

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 04/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALOREF

ZI La Croisière
Site industriel fluvial
84500 Bollène

Références : D-00527-2025

Code AIOT : 0006400441

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement VALOREF implanté ZI La Croisière Site industriel fluvial 84500 Bollène. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction en cours des demandes de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation formulées dans le dossier de réexamen de 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOREF
- ZI La Croisière Site industriel fluvial 84500 Bollène
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créée en 1987, la société VALOREF exploite depuis 1998 sur son site implanté sur la zone portuaire de la commune de Bollène une installation de traitement de déchets et sous produits réfractaires. Elle est spécialisée dans les réfractaires issus de fours verriers. Rachetée en 2000 par le groupe Saint Gobain, elle compte aujourd'hui 45 salariés répartis sur les deux sites de Bollène (le second site étant implanté sur la ZI La Croisière). VALOREF se fixe un objectif de valorisation des déchets entrants de l'ordre de 85 à 90 %. Les activités de cet établissement relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Demande de modification de prescriptions suite à réexamen IED	Code de l'environnement du 01/01/2024, articles R181-45 et -46	-
2	Tableau de classement des activités ICPE	AP Complémentaire du 03/02/2012, article 1er	Demande de compléments
3	Liste des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, article 8.1	Demande de compléments
4	Étiquetage des box	Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, article 9	-

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Eau : prélèvement d'eau de ville	Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, article 3.6	Demande de compléments
6	Eau : relevé des consommations	Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, article 3.6	-
7	Nettoyage annuel du décanteur	Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, article 4.1	-
8	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, article 5.3	Demande de compléments
9	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, articles 5.2 et 6.4	-

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de faire le point sur les diverses demandes de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation formulées par l'exploitant. Pour mener l'instruction de ce dossier à son terme, l'exploitant devra apporter des compléments sur certains sujets (classement ICPE, déchets admis, prélèvement d'eau de ville et surveillance des rejets aqueux).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Demande de modification de prescriptions suite à réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, articles R181-45 et -46
Thème(s) : Autre, -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R181-45</u></p> <p>[...] Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet. [...]</p> <p><u>Article R181-46</u></p> <p>[...] II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à l'article R515-71 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen IED. Ce dossier, daté du 25 septembre 2020, comportait également des demandes de modifications.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant sollicite les modifications suivantes de son arrêté préfectoral :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1- la compilation des différents arrêtés préfectoraux en vigueur (4) en un seul document ; 2- la modification du tableau de classement de ses activités ICPE afin de prendre en compte les

- modifications de la nomenclature et diverses modifications apportées aux installations ;
- 3- la modification de la liste des déchets acceptés sur le site et la suppression de l'obligation d'étiquetage des box d'entreposage ;
- 4- la modification de la périodicité de relevé des consommations d'eau et l'augmentation du prélèvement d'eau de ville ;
- 5- la prescription du nettoyage annuel du décanteur ;
- 6- la modification de la surveillance des rejets atmosphériques.

Chacune de ces demandes, à l'exception de la première, fait l'objet d'un point de contrôle spécifique dans le cadre de cette visite d'inspection.

En réponse à la première demande, il est précisé que la compilation des différents arrêtés sera réalisée à l'occasion d'une modification substantielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tableau de classement des activités ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2012, article 1er

Thème(s) : Situation administrative, -

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 octobre 1996 sont modifiées et complétées comme suit. Le point 1.2 de l'article 1er est rédigé ainsi qu'il suit :

" Les installations et activités classées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, visée à l'article R511-9 du Code de l'environnement, sont les suivantes :

Rubrique	Activité	Quantité	Régime
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	L'installation réceptionne des déchets non dangereux, qui peuvent être triés ou qui transitent avant leur élimination. La quantité maximale présente est de l'ordre de 20 000 t ; soit environ 10 000 m ³	A
2717-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719. La quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. inférieure aux seuils AS et supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.	Les déchets dangereux présents sont stockés en vrac dans des volumes supérieurs à 1 m ³ . Les substances et préparations dangereuses solides contenues dans ces déchets relèvent de la rubrique 1111 - 1 La quantité totale de ces substances et préparations susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 20 t : 10 tonnes.	A
2790-1b	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou	Les déchets dangereux destinés à être traités	A

Rubrique	Activité	Quantité	Régime
	préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770. 1. Les déchets destinés à être traités contiennent des substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. b) La quantité de substances ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations	contiennent des substances ou préparations dangereuses visées à la rubrique 1111 - 1. La quantité totale de substances et préparations dangereuses susceptible d'être présente est inférieure à 20 t : 10 tonnes	
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. supérieure ou égale à 10 t/j	La quantité maximale de déchets non dangereux traités sur le site est de 200 t/j.	A
2515-2	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW (D)	La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est de 96 kW.	D

Constats :

L'exploitant a analysé ses activités au regard des différentes modifications de la nomenclature et propose les modifications suivantes :

- **2716-1** : Evolution de la nomenclature. Les quantités restent inchangées. Demande de passage à Enregistrement.

Analyse et proposition de l'IIC : La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets (version du 27 avril 2022), élaborée par la Direction générale de la prévention des risques (DGPR), est venue préciser certaines modalités de classement des activités. Les zones d'entreposage, de tri ou de regroupement de déchets sur le site d'une installation classée pour le traitement de déchets, que ce soit avant traitement ou après traitement, ne doivent pas être classées dans les rubriques Tri, Transit, Regroupement de déchets. En revanche, si une installation de traitement de déchets accueille en plus des déchets qu'elle va traiter, des déchets qu'elle ne traite pas et pour lesquels elle ne réalise que des opérations de transit, regroupement ou tri, elle doit alors classer la zone d'entreposage au titre des rubriques tri/transit/regroupement adaptées. L'exploitant a confirmé par courriel du 21 juin 2023 que l'ensemble des déchets non dangereux non inertes réceptionnés sont traités sur le site. La rubrique n° 2716 est donc à supprimer. Il est proposé de conserver la quantité maximale de déchets non dangereux non inertes susceptible d'être présente dans l'installation de 10 000 m³ et de la faire figurer dans le tableau des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE, au niveau de la rubrique n° 2791.

- **2717-2** : Cette rubrique a été supprimée de la nomenclature et remplacée par la 2718. Demande de suppression de la rubrique.

- **2718-1** : Demande d'ajout de cette rubrique à Autorisation (suite à la suppression de la rubrique 2717). Demande d'augmentation de la quantité de déchets dangereux entreposés : 340 t.

Analyse et proposition de l'IIC : Même consigne de classement de la DGPR. L'exploitant a précisé par courriel du 21 juin 2023 que la majeure partie des déchets dangereux réceptionnés (fibres céramiques réfractaires, réfractaires pollués aux poussières électrofiltres, réfractaires pollués aux sulfates de bas de

chambres et réfractaires de voûtes arséniés) ne sont pas traités sur le site et ne font l'objet que d'un transit / regroupement. Seuls les déchets dangereux de réfractaires chrome + zircon pollués au chrome hexavalent réceptionnés font l'objet d'un traitement sur le site. La rubrique n° 2718 est donc à retenir pour les déchets dangereux en transit / regroupement. La quantité maximale de déchets dangereux, ne subissant pas de traitement sur le site, susceptible d'être présente dans l'installation est de 125 t. Cette quantité maximaliste est définie en considérant le chargement complet d'un camion de 25 t pour chacune des cinq typologies de déchets dangereux.

- **2790-1b** : Evolution de la nomenclature. Installation de traitement WOOL : capacité de traitement 3t/j
Demande de modification de la rubrique et prise en compte d'une capacité de traitement de 3t/j.

Analyse et proposition de l'IIC : L'augmentation sollicitée pour la rubrique 2790, passage d'une capacité de traitement de déchets dangereux de 2t/j à 3t/j, est une correction car l'exploitant indique que les installations n'ont pas été modifiées depuis le dépôt du dossier initial en 2010.

- **2791-1** : Demande d'augmentation de la quantité de déchets non dangereux broyés. L'exploitant sollicite 250t/j (quantité correspondant à la réception de 10 camions de 24 t au maximum par jour sur le site).

Analyse et proposition de l'IIC : La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets de la DGPR précise que le critère de classement renvoie aux quantités maximales de déchets traités en une journée sur l'installation. Le classement de l'activité sous cette rubrique est donc à reprendre et à justifier au regard du critère défini ci-dessus. Par ailleurs, si la demande est confirmée, le passage de 200 à 250 t de déchets non dangereux traités par jour doit faire l'objet d'une demande de cas par cas car la modification dépasse en elle-même le seuil de l'autorisation (50 t/j en plus demandés pour un seuil à 10 t/j). En l'état, il ne peut être donné une suite favorable à cette demande d'augmentation.

- **2515-2** : Evolution de la rubrique. Installation classée sous d'autres rubriques (2791, 2790). Demande de suppression de la rubrique.

- **1716-2** : Traitement de déchets contenant des substances radioactives d'origine naturelle. Demande d'ajout de cette rubrique à D.

Analyse et proposition de l'IIC : La prise en compte de la rubrique 1716 a nécessité des compléments de la part de l'exploitant (caractérisation des matériaux conformément à l'article R.1333-37 du code de la santé publique et tonnage des matériaux). L'arrêté préfectoral complémentaire précisera que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 03/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1716-2 s'appliquent aux installations.

Activité IED :

- **3550** : Demande d'ajouter cette rubrique à Autorisation et demande d'augmentation portant la capacité de 300 à 340 tonnes.

Analyse et proposition de l'IIC : Dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de décembre 2010, il est fait référence à une quantité de 200 à 300 t de déchets chromés. L'augmentation de la quantité de déchets dangereux entreposés (passage de 300 à 340 tonnes) doit faire l'objet d'un porter à connaissance précisant les risques et impacts induits par cette augmentation. En l'état, il ne peut être donné une suite favorable à cette demande.

Activités non classées NC (car en dessous des seuils réglementaires) :

- **3510** : Capacité maximale (de déchets entrants dans l'installation de traitement) WOOL : 3t/j < à 10 t/j, donc NC.

- **2910** : Dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de décembre 2010 : chaudière au propane

de 37,7 kW. Le dossier de réexamen fait référence à une nouvelle chaudière au propane de 24 kW et une housseuse de 62 kW. Puissance totale de 123,7 kW < à 1 MW, donc NC.

- **2925** : Ajout d'un poste de charge de 30 kW. Lors de la visite, l'exploitant s'interroge sur la présence effective de ce poste de charge. Par ailleurs, il informe l'Inspection de son intention de prochainement équiper son parking de bornes de recharge de véhicules électriques légers et questionne la DREAL sur le classement éventuel de ce type d'infrastructure. Post-visite, après vérification, il ressort que les bornes IRVE (Infrastructure de Recharge pour Véhicules Électriques) destinées à des véhicules légers, installées sur des aires de stationnements non ouvert au public, en bâtiments comme à l'extérieur, sont susceptibles d'être classés au titre de la rubrique 2925-2, si la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération est supérieure à 600 kW (source : Fiche Question/réponse de la DGPR référencée IR_20241220_2925_ClassementICPE_Charge_Vélectrique et Cumul version du 15/01/2025).

- **4718** : Le dossier de 2010 indiquait la présence d'une cuve de propane de 2,4 m³. Le dossier de réexamen fait désormais référence à une citerne de propane de 1,1 m³ (574 kg) et à la présence de 10 bouteilles de propane (350 kg). Quantité totale de 0,924 t < 6 t, donc NC.

- **4734** : Le dossier de 2010 indiquait la présence d'une cuve de 10 m³ de fioul. Le dossier de réexamen n'apporte pas d'information sur une quelconque évolution de la capacité de cette cuve. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le niveau de remplissage maximal de cette cuve est fixé à 4 m³ en raison de la taille de la capacité de rétention associée qui est de 5 m³. Quantité totale < 50 t, donc NC.

- **1435** : Le dossier de 2010 indiquait la présence d'une installation de distribution de liquide inflammable de 3 m³/h de fioul. Le dossier de réexamen précise une distribution de moins de 20 m³/an. Volume annuel distribué inférieur à 500 m³, donc NC.

Les déchets, au même titre que les produits, doivent être listés dans le recensement des substances et mélanges dangereux pour la détermination du statut Seveso d'un établissement. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas justifié la réalisation d'une évaluation du statut Seveso de son établissement prenant en compte les déchets notamment chromés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- revoir et de justifier le classement de ses activités sous la rubrique n° 2791 et de se positionner sur le maintien de la demande d'augmentation de capacité formulée.
- se positionner sur le maintien de la demande d'augmentation de capacité sous la rubrique n° 3550.
- revoir et de justifier le classement actuel et futur de ses activités sous la rubrique n° 2925.
- justifier la réalisation d'une évaluation du statut Seveso de son établissement prenant en compte les déchets. Le cas échéant, il sera proposé de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire la réalisation de cette évaluation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/1996 modifié, article 8.1

Thème(s) : Autre, -

Prescription contrôlée :

Ne sont admis et traités dans l'établissement que les déchets provenant de la démolition des fours industriels. Ces déchets proviennent des activités industrielles suivantes :

- Installations de combustion,
- Sidérurgie,
- Métallurgie des métaux non ferreux,
- Fabrication du verre et des produits verriers,
- Fabrication des produits céramiques, briques, carrelage et matériaux de construction,
- Fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés.

Les déchets connexes aux opérations de démolition des fours (béton, briques, céramiques, matériaux à base de gypse) ainsi que les sables de fonderie et de décapage seront également admis.

Constats :

L'exploitant souhaite que la liste des déchets de l'article 8.1 de l'AP du 11 octobre 1996 modifié soit modifiée comme suit :

~~« Ne sont admis et traités dans l'établissement que les déchets provenant de la démolition des fours industriels. Ces déchets proviennent des activités industrielles suivantes :~~ Les matières traitées par VALOREF sont des déchets de céramiques, notamment réfractaires, provenant par exemple des industries suivantes (liste non-exhaustive) :

- Installations de combustion,
- Sidérurgie,
- Métallurgie des métaux non ferreux,
- Fabrication du verre et des produits verriers,
- Fabrication des produits céramiques, briques, carrelage et matériaux de construction,
- Fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés,
- Mise en forme et traitement de surface (sable de décapage, meules abrasives...)

Les déchets connexes aux opérations de démolition des fours industriels (béton, briques, ~~céramiques~~, matériaux à base de gypse, fibres,...) ~~ainsi que les sables de fonderie et de décapage~~ seront également admis. »

Lors de la visite, l'exploitant a établi la liste des déchets entrants filtrés par matière grâce à son outil de gestion d'exploitation ValorTool. Il déclare qu'à priori l'ensemble de ces déchets relève des domaines de l'industrie visés dans la proposition de rédaction de l'article.

L'exploitant s'est toutefois engagé à vérifier sur la base d'une extraction des déchets entrants réalisée sur le critère Producteur que chaque déchet traité depuis fin 2021 entre dans l'une des catégories visées dans la proposition de rédaction de l'article. Il confirmera la proposition de rédaction sur cette base.

Un contrôle de la déclaration GERP _année 2024_ a également été réalisé. Selon les informations renseignées, l'installation a admis et traités 643,2 t de déchets dangereux et 14 891,7 t de déchets non dangereux. Dans la partie déchets entrants, l'exploitant a visé trois codes déchets différents pour les déchets dangereux et neuf codes déchets différents pour les déchets non dangereux. L'examen des codes déchets utilisés n'appelle pas de commentaires particuliers.

Interrogé sur la possibilité de viser ces codes déchets dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans l'article relatif à la liste des déchets admis, l'exploitant exprime ne pas y être favorable dans la mesure où la liste serait fermée, donc restrictive et possiblement incomplète.

Analyse et proposition de l'IIC : La modification sollicitée n'est pas de nature à entraîner des risques et impacts significatifs. Néanmoins, pour les installations gérant des déchets, c'est-à-dire relevant des rubriques 27xx, la réglementation impose désormais de lister, dans l'arrêté préfectoral, les déchets admissibles par catégorie (dangereux, non dangereux, inertes) et d'indiquer le code déchet à 6 chiffres. Dans la mesure où la modification sera confirmée par l'exploitant suite à une dernière vérification de son exhaustivité au regard des producteurs de déchets référencés dans son outil d'exploitation, qu'elle

sera catégorisée suivant que le déchet est dangereux, non dangereux ou inertes et qu'elle sera complétée par les codes déchets, elle sera prise en compte dans l'arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de vérifier sur la base d'une extraction des déchets entrants réalisée sur le critère Producteur que chaque déchet traité depuis fin 2021 entre dans l'une des catégories visées dans la proposition de rédaction de l'article. La proposition de rédaction devra être complétée pour mentionner les codes déchets à 6 chiffres et organisée de façon à dissocier les déchets selon qu'ils sont dangereux, non dangereux ou inertes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Étiquetage des box

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, article 9

Thème(s) : Autre, -

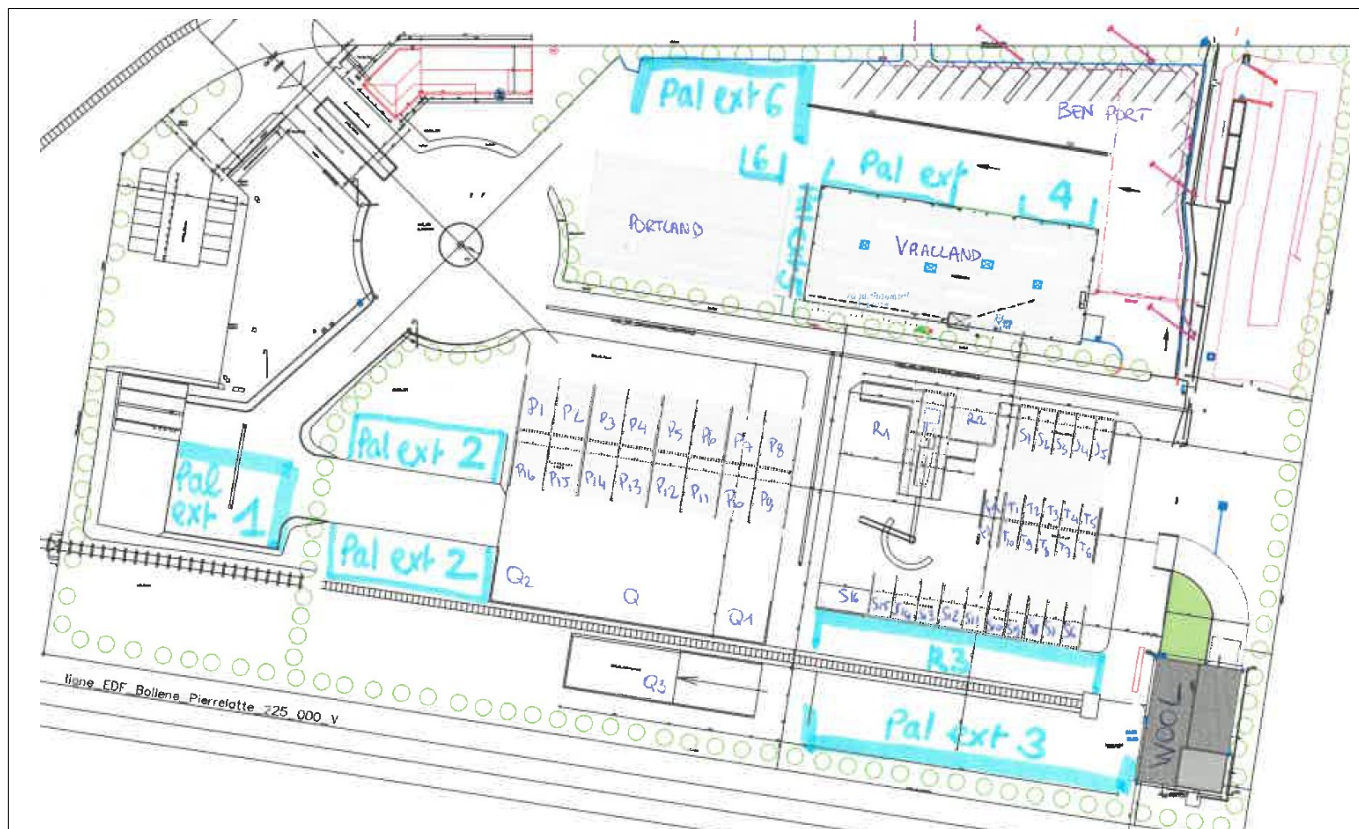
Prescription contrôlée :

[...] Chaque box, local, zone de stockage, pour les produits en vrac, chaque conteneur, sac, palette, devra porter l'inscription du produit qu'il contient.

Constats :

L'exploitant sollicite la suppression de la prescription de l'étiquetage des box d'entreposage des déchets. Il indique que les rotations des déchets dans les box sont très fréquentes et qu'il n'est techniquement pas possible de modifier les étiquetages des box en conséquence. L'exploitant précise que le logiciel de logistique permet de connaître en temps réel la position des déchets.

Lors de la visite, l'exploitant a fait une démonstration de l'utilisation de son outil de gestion d'exploitation ValorTool. En consultant l'onglet Stock, puis en sélectionnant Par box, il dispose de la liste des box et pour chacun d'eux, les informations suivantes sont renseignées : la matière entreposée, le type de conditionnement, le producteur du déchet, la date d'arrivée et la quantité. L'ensemble des box est identifié sur le plan du site portuaire / gestion de stock.



L'exploitant ajoute que lors du remplissage du bon de réception, la saisie du champ 'Box' est obligatoire. L'exploitant précise qu'un inventaire des stocks est réalisé une fois par an sur le site.

La visite de terrain a permis de vérifier par sondage la présence de l'affichage du nom des box tels que représentés sur le plan fourni.

Analyse et proposition de l'IIC : L'organisation en place permet à l'exploitant de disposer d'un état des stocks particulièrement précis quasi en temps réel. Par ailleurs, à titre de comparaison, l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 (déchets non dangereux non inertes) ne prévoit pas un étiquetage des box. La modification sollicitée n'est pas de nature à entraîner des risques et impacts significatifs. Elle sera prise en compte dans l'arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eau : prélèvement d'eau de ville

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/1996 modifié, article 3.6

Thème(s) : Autre, -

Prescription contrôlée :

[...] L'eau destinée à la consommation humaine est fournie par le réseau d'eau potable qui alimente les bureaux et les sanitaires. La consommation en eau de ville est limitée à 70 m³/an.

Les eaux industrielles sont fournies par un forage réalisé dans la nappe d'accompagnement du canal de Donzère - Mondragon à 15 mètres de profondeur. ce forage est muni d'un dispositif de disconnexion, d'un totalisateur et d'une pompe de 9 m³/heure. La consommation annuelle d'eau souterraine est limitée à 2 600 m³/an.

Les eaux en provenance du forage sont utilisées pour :

- le lavage des engins sur l'aire de lavage,
- la brumisation de la chaîne de tri, du crible et des convoyeurs,
- l'arrosage des espaces verts,
- les installations (en circuit fermé) équipant le bâtiment dédié au traitement des déchets chromiques.

Constats :

L'exploitant souhaite que le prélèvement d'eau de ville (alimentation des bureaux et sanitaires) soit porté à 200 m³/an au lieu de 70 m³/an. Au cours de l'instruction, il a indiqué qu'une augmentation jusqu'à 90 m³ était suffisante. Lors de l'inspection du 3 octobre 2023, il a indiqué solliciter une limite fixée à 160 m³, voire 200 m³ comme initialement demandé.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté et commenté son tableau de suivi des consommations, onglet EAU. Il fait notamment ressortir les consommations suivantes :

	2022	2023	2024	2025 (1 ^{er} semestre)
Eau de ville	128 m ³	202 m ³	246 m ³	239 m ³
Eau de forage	177 m ³	210 m ³	126 m ³	106 m ³

Sur la consommation en eau de ville, l'exploitant apporte les informations suivantes :

- les 70 m³ étaient dimensionnés pour les besoins de 8 personnes sur le site. Désormais, on compte environ 20 personnes présentes sur le site au quotidien. Il est donc proposé selon une règle de proportionnalité de porter la demande d'augmentation de prélèvement à 175 m³ par an.
- cette limite portée à 175 m³ lui paraît réaliste et atteignable malgré les consommations relevées en 2023, 2024 et 2025. Il déclare en effet que ces consommations ne sont pas représentatives en raison de la réalisation des travaux de construction du bâtiment administratif et d'une fuite d'eau occasionnée lors de ces mêmes travaux (volume d'eau perdu estimé à 154 m³).

Sur la consommation en eau de forage, l'exploitant apporte les informations suivantes :

- la baisse de la consommation observée peut s'expliquer par une faible activité de traitement des déchets chromiques, activité pour laquelle des essais d'amélioration du produit obtenu sont actuellement en cours d'étude, et par le dysfonctionnement de la brumisation de la chaîne de tri qui a été mise à l'arrêt.

Analyse et proposition de l'IIC : La demande initiale portait sur un prélèvement de 200 m³ et faisait suite à une consommation d'eau de ville par le procédé WOOL (traitement des déchets dangereux) en l'absence de connexion au forage et contrairement aux prescriptions préfectorales. Suite à l'inspection du 22 mars 2021, l'exploitant a indiqué que les travaux de connexion de WOOL vers le forage ont été réalisés et que l'augmentation du nombre de personne sur le site [passage de 8 personnes avant 2018 à 18 depuis 2021, puis 21 depuis 2023] le conduisait tout de même à demander une augmentation. Sous réserve des réponses apportées par l'exploitant aux demandes formulées ci-dessous, la modification (175 m³/an) sera prise en compte dans l'arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- justifier la résorption des fuites d'eau identifiées sur son réseau,
- décrire les dispositions mises en œuvre sur son site pour limiter la consommation en eau de ville.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eau : relevé des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, article 3.6
Thème(s) : Autre, -
Prescription contrôlée : [...] Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif doit être relevé hebdomadairement. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé. [...]
Constats : L'exploitant souhaite que le relevé des consommations d'eau puisse être mensuel au lieu d'hebdomadaire. Lors de la visite, l'inspection a pu identifier les deux compteurs d'eau : celui pour le réseau d'eau de ville situé à l'extérieur du périmètre du site et celui pour l'eau de forage situé dans un bâtiment dans l'enceinte du site. Le tableau de suivi des consommations, onglet EAU, fait ressortir la mise en place d'un relevé mensuel depuis 2022. L'exploitant insiste sur l'absence d'enjeu associé à une fréquence hebdomadaire de relevé au regard de ses faibles consommations annuelles en eau (voir le point de contrôle précédent). L'Inspection indique qu'un relevé hebdomadaire permet notamment de détecter plus précocement une consommation anormalement élevée en eau et donc l'identification d'une éventuelle fuite. L'exploitant précise que la fuite détectée en décembre 2024 est directement liée aux travaux de construction du bâtiment et non à l'activité normale de l'installation. <u>Analyse et proposition de l'IIC :</u> L'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation prévoit à l'article 15 que « Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. ». Cet article est applicable à l'établissement conformément au champ d'application défini à l'article 1 de l'AM du 02/02/1998. Pour autant, considérant le volume annuel d'eau consommé, il est proposé d'assouplir cette disposition en accordant une suite favorable à cette demande d'allègement de la fréquence de relevé des consommations d'eau, qui sera portée à mensuelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Nettoyage annuel du décanteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : [...] Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant propose que le curage annuel du bassin de décantation du système de gestion des eaux pluviales soit prescrit.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les bordereaux d'intervention relatifs aux deux dernières opérations de pompage et curage du bassin de décantation et de la canalisation attenante effectuées par la société Chimirec Malo les 13/01/2023 et 04/02/2025 au cours desquelles respectivement 6 et 8,5 m³ de déchets ont été évacués.

Ces éléments font ressortir une périodicité biennale d'entretien du bassin de décantation situé en amont du bassin d'infiltration des eaux dans le milieu naturel. Contrairement à la proposition formulée dans le rapport de réexamen, l'exploitant souhaite rester sur une fréquence biennale considérant le coût de l'entretien et les résultats satisfaisants obtenus en matière de surveillance des rejets aqueux.

Analyse et proposition de l'IIC : L'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation prévoit à l'article 18 dédié aux effluents que « [...] Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » Cette rédaction est identique à la disposition fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation antérieur du 11/10/1996. L'article 43, dédié aux eaux pluviales, prévoit que : « Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. ». En définitive, il n'est pas imposé de fréquence d'entretien annuelle. Par ailleurs, il est proposé que la présence de ce bassin de décantation de 94 m³ soit précisée dans l'arrêté préfectoral complémentaire (article 4.5 à compléter).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/1996 modifié, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, -

Prescription contrôlée :

Les eaux industrielles doivent respecter les valeurs limites suivantes, mesurées en sortie du décanteur-séparateur d'hydrocarbures :

- débit journalier : 2 m³/j
- MES : 35 mg/l
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l
- débit instantané : 1,4 l/s
- métaux totaux : 15 mg/l (*)

(*) les métaux totaux sont : arsenic, plomb, cuivre, chrome, nickel, zinc, manganèse, sélénium, cadmium, mercure, fer, aluminium.

Les eaux pluviales collectées dans le bassin défini au point 4.5 ci-dessus doivent respecter les valeurs limites fixées ci-dessus, pour les paramètres MES, hydrocarbures totaux et métaux totaux, mesurés avant le rejet au milieu naturel.

Constats :

L'exploitant a fourni les rapports des deux dernières analyses réalisées par le laboratoire CARSO sur les

rejets aqueux (prélèvements du 30/06/2023 et du 04/09/2024). Le prélèvement annuel de 2025 est prévu pour septembre.

- année 2023

	Mesures en entrée du bassin de décantation de 94 m ³	Mesures en sortie du bassin de décantation de 94 m ³ = rejet au milieu naturel dans le bassin d'infiltration du site
MES	4,3 mg/l	57 mg/l
Hydrocarbures totaux	Indice hydrocarbures < 0,1 mg/l (LQ)	Indice hydrocarbures 0,1 mg/l
Métaux totaux	Valeur non renseignée, mais résultat de chacun des métaux indiqué et somme < à la VL	Valeur non renseignée, mais résultat de chacun des métaux indiqué et somme < à la VL
pH	7,5	10,3
Température	19,9 °C	20,0 °C
DCO	< 30 mg/l (LQ)	38 mg/l
COT	5,6 mg/l	7 mg/l
Chrome hexavalent	< 0,005 mg/l (LQ)	0,074 mg/l
Remarque	délai de mise en analyse par rapport au prélèvement supérieur aux exigences normatives	

- année 2024

	Mesures en entrée du bassin de décantation de 94 m ³	Mesures en sortie du bassin de décantation de 94 m ³ = rejet au milieu naturel dans le bassin d'infiltration du site
MES	9,3 mg/l	17 mg/l
Hydrocarbures totaux	Indice hydrocarbures 1,62 mg/l	Indice hydrocarbures < 0,1 mg/l (LQ)
Métaux totaux	Valeur non renseignée, mais résultat de chacun des métaux indiqué et somme < à la VL	Valeur non renseignée, mais résultat de chacun des métaux indiqué et somme < à la VL
pH	8,6	8,5
Température	20,7	20,9
DCO	< 30 mg/l (LQ)	< 30 mg/l (LQ)
COT	8,1 mg/l	4,3 mg/l
Chrome hexavalent	0,019 mg/l	0,018 mg/l
Remarque	délai de mise en analyse par rapport au prélèvement supérieur aux exigences normatives	

(LQ : limite de quantification)

Il ressort des analyses effectuées que :

- un dépassement de la valeur limite en matières en suspension (MES) est observé sur une analyse.
- la valeur du paramètre métaux totaux ne figure pas sur les bulletins d'analyse. L'exploitant devra demander à son laboratoire de faire expressément figurer cette valeur pour pouvoir directement la comparer à la valeur limite réglementaire.
- les bulletins d'analyse porte la mention « L'absence du logo Cofrac provient d'un délai de mise en analyse par rapport au prélèvement supérieur aux exigences normatives ». L'exploitant devra apporter

des éléments d'explication quant à cette mention.

- des paramètres supplémentaires à ceux figurant dans l'arrêté préfectoral sont mesurés.

Dans son dossier de réexamen IED de 2020, l'exploitant n'a pas fait de proposition de modification sur ce point.

Analyse et proposition de l'IIC : Compte-tenu de la nature des rejets d'eaux pluviales (ruissellement sur les poussières de déchets réfractaires pouvant contenir des métaux (Cr, Zn, Pb, Cu, etc.), de l'existence d'une autosurveillance de l'exploitant des rejets d'eaux pluviales sur des paramètres supplémentaires à ceux prescrits à l'article 5.3 de l'AP du 11 octobre 1996 modifié, des dispositions définies par l'AM du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation, des dispositions définies par l'AM du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED (traitement physico-chimique des déchets), l'Inspection propose de compléter la liste des paramètres de l'autosurveillance des rejets aqueux dans le milieu naturel de la façon suivante. Les valeurs limites d'émission retenues sont issues des deux arrêtés ministériels susvisés.

Paramètres	Valeur limite d'émission avant rejet au milieu naturel
pH	-
Température	-
Matières en suspension (MES)	35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l
Carbone organique total (COT)	60 mg/l
Hydrocarbures totaux (HCT)	10 mg/l
Chrome (Cr)	0,1 mg/l
Chrome hexavalent (Cr VI)	0,05 mg/l
Arsenic (As)	0,05 mg/l
Cadmium (Cd)	0,05 mg/l
Cuivre (Cu)	0,15 mg/l
Plomb (Pb)	0,1 mg/l
Nickel (Ni)	0,2 mg/l
Zinc (Zn)	0,8 mg/l
Fer et Aluminium (Fe + Al)	5 mg/l
Mercure (Hg)	5 µg/l
Métaux totaux (As Pb Cu Cr Ni Zn Mn Se Cd Hg Fe Al)	15 mg/l

Nota : les paramètres Fe, Al, Sélénium (Se) et Manganèse (Mn) ne figurent pas dans le tableau ci-dessus en raison de l'absence de valeur limite définie par les textes ministériels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire un bilan de l'autosurveillance mise en place sur les rejets aqueux dans le milieu naturel au regard de la proposition de modification formulée par l'Inspection et de conclure sur le respect des valeurs limites définies.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/1996, articles 5.2 et 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : <u>5.2</u> [...] La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 mètres du bâtiment renfermant l'installation de broyage, concassage, criblage, doit pas dépasser 50 mg/m ³ . <u>6.4</u> La concentration en poussières de l'air ambiant à 5 m du bâtiment renfermant l'installation de broyage, concassage, criblage, fera l'objet d'une mesure annuelle.

Constats :

L'exploitant a fourni le rapport de mesure réalisé par le prestataire ITGA relatif au prélèvement effectué le 15/02/2024 à proximité du concasseur dans le bâtiment. Il est mesuré une concentration moyenne en poussières inhalables de 5 mg/m^3 .



photo extraite du rapport de mesure, dispositif de mesurage installé

L'exploitant précise que la mesure annuelle de 2025 a été réalisée le 20 juin et qu'il reste dans l'attente du rapport d'analyse.

La valeur mesurée respecte la valeur limite d'émission. En revanche, le point de prélèvement n'est pas cohérent avec la prescription de l'arrêté préfectoral qui impose une mesure à 5 mètres du bâtiment. L'exploitant déclare que précédemment la mesure était effectuée en extérieur conformément à l'exigence réglementaire et note effectivement une dérive quant au protocole de prélèvement mis en œuvre par l'organisme de mesure.

L'exploitant sollicite la suppression de cette surveillance annuelle des émissions atmosphériques à 5 m du bâtiment de concassage. Il propose de mettre en place une surveillance semestrielle du rejet canalisé du concasseur / chaîne de tri. La valeur limite proposée pour ce rejet est fixée à 5 mg/Nm^3 .

Pour ce qui concerne le broyeur dans le bâtiment WOOL, une aspiration locale est installée lors du chargement des matériaux dans la cuve. Ces poussières sont récupérées et injectées dans le process comme matière première. Il n'y a pas de rejet à l'atmosphère pour le bâtiment WOOL.

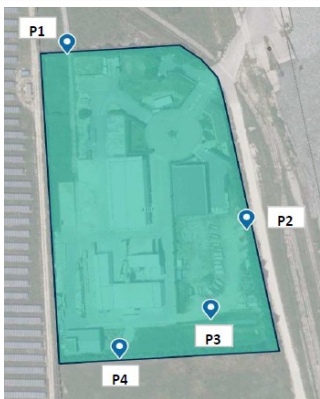


Lors de la visite, l'exploitant a fourni les trois rapports d'analyse effectués par l'organisme SocorAir en sortie de dépoussiéreur, correspondant aux prélèvements de février 2024, août 2024 et mars 2025. Les valeurs suivantes ont respectivement été mesurées : $1,2 \text{ mg/m}^3$, $1,6 \text{ mg/m}^3$ et $2,4 \text{ mg/m}^3$. Les résultats obtenus sont conformes à la valeur limite d'émission proposée.

Analyse et proposition de l'IIC : La surveillance des émissions atmosphériques telle que prescrite actuellement n'est pas adaptée. Elle date d'une époque où les émissions n'étaient pas canalisées. La proposition de l'exploitant est conforme aux MTD et aux NEA-MTD (Niveau d'Emission Associés aux Meilleurs Techniques Disponibles). L'Inspection propose de prescrire cette surveillance par arrêté

complémentaire bien qu'elle soit opposable depuis le 17 août 2022 date à laquelle l'AM du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED est applicable aux installations.

Par ailleurs en matière d'émissions diffuses, dans son dossier de réexamen de 2020, l'exploitant proposait de mettre en place une campagne de mesure qui permettrait de faire un état des lieux de la situation et de se positionner sur la mise en place éventuelle d'une surveillance pérenne.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté trois rapports d'analyse relatifs au suivi des retombées atmosphériques des poussières dans l'environnement réalisés sur des prélèvements en 2022, 2023 et 2024.

Campagnes de prélèvement	du 29 août au 29 septembre 2022	du 31 mai au 30 juin 2023	du 17 janvier au 22 février 2024
Emplacement des 4 points de mesures			
Résultats obtenus en moyenne globale	446,2 mg/m ² /j	351,5 mg/m ² /j	240,25 mg/m ² /j
Avec un maximum de	1 148,7 mg/m ² /j (sur P4)	385 mg/m ² /j (sur Ouest)	739 mg/m ² /j (sur Sud)
Organisme de contrôle	Bureau Véritas	ITGA	ITGA

Ces valeurs sont comparées avec la valeur limite d'émission du 500 mg/m²/j définie par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières qui est l'objectif à atteindre en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installée à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles et des premières habitations situées à moins de 1,5 km des limites de propriété de l'exploitation, sous les vents dominants. Cette disposition n'est réglementairement pas applicable à l'installation exploitée par Valoref, mais sert de valeur guide.

L'exploitant a déclaré que sur la base de ces campagnes, il a redéfini les zones de déchargement des matériaux. Il précise par ailleurs que la zone parc à bennes a fait l'objet d'un revêtement de sol de type enrobé, limitant significativement l'envol de poussières. Il ajoute que depuis le dernier mesurage de 2024, l'investissement pour la remise en service du système de brumisation sur la chaîne de tri a été validé et il est prévu que les travaux soit achevé pour le 1^{er} semestre 2026.

Analyse et proposition de l'IIC : Plusieurs équipements/activités sur le site sont susceptibles d'être à l'origine d'émissions diffuses de poussières (chargement/déchargement de déchets, convoyeurs à bandes, circulation d'engins, criblage, alimentation des trémies, etc.). L'Inspection propose donc de mettre en place une surveillance des retombées de poussières en limite de propriété, à l'instar de celle prescrite pour les installations de broyage-concassage relevant de la rubrique 2515 (méthode des jauges). Il est proposé qu'une première mesure soit réalisée suite à la remise en service du dispositif de brumisation sur la chaîne de tri. La fréquence de mesurage pourrait ensuite être tous les 2 ans. Cette

prescription sera reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire. D'autre part, l'Inspection propose en complément de demander à l'exploitant la réalisation d'une étude technico-économique sur la réduction des rejets atmosphériques. Cette étude permettrait de décrire les installations et d'identifier les principales sources d'émission, de faire un bilan des émissions dans l'environnement au regard du cadre réglementaire applicable au site, pour enfin proposer d'éventuelles solutions de réduction à mettre en place, dont l'efficacité serait vérifiée au travers d'une surveillance adaptée du site.

Type de suites proposées : Sans suite